

ASSOCIATION NODDE NOOTO

RAPPORT ANNUEL

2022



ASSOCIATION NODDE NOOTO

RAPPORT ANNUEL

2022



TABLE DES MATIÈRES

Sigles & abréviations	6
INTRODUCTION	8
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	9
I. VIE DE L'ASSOCIATION	11
1.1. Gouvernance	12
1.2. Recouvrement des cotisations annuelles des membres	12
1.3. Service aux membres	13
1.4. Appui aux initiatives locales et aux activités de l'État	14
1.5. Gestion et pilotage des projets	14
1.6. Moyens humains	14
2. PARTENARIATS	15
2.1. Projets en cours	16
2.2. Nouveaux partenariats pour 2023	18
2.2.1. Projets en négociation	18
2.2.2. Projets en difficulté	21
2.3. Gestion des projets en clôture (stratégie de désintéressement des partenaires)	22
3. SITUATION DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS DE LA DIRECTION EXÉCUTIVE	23

4. SITUATION DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS	29
4.1. Amélioration de la résilience par le petit élevage	30
4.2. Markets & Nutrition « USAID YIDGIRI »	38
4.3. Récupération et Valorisation des espaces pastoraux (ReVap)	42
4.4. « Facilité Stabilisation » dans les communes de Falagountou et de Seytenga	48
4.5. Renforcement de la coexistence pacifique entre populations hôtes et déplacées internes dans la commune de Dori « Projet DJAMNATI »	52
4.6. Gouvernance locale et cohésion sociale « GolCos »	57
4.7. Appui à la promotion, la protection des jeunes consolidateurs de paix et défenseurs des droits de la personne dans les régions du Sahel, du Nord et de l'Est (JDDP)	60
4.8. Renforcement de la résilience des collectivités territoriales face aux déplacements massifs de populations et à la pandémie de Covid-19	64
4.9. Renforcement économique et cohésion sociale dans la commune de Namissiguima « PRECS »	67
5. STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE	71
6. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES	73
7. LEÇONS APPRIS	74
8. PERSPECTIVES	75
CONCLUSION	76

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

A2N	Association Nodde Nooto
ACNG	Agence de Coopération Nationale Belge
AFD	Agence Française de Développement
AGR	Activité Génératrice de Revenu
BDD	Base de Données
BTC	Briques en Terres Comprimées
CCEB	Cadre de Concertation des ONG et Associations actives en Éducation de Base au Burkina Faso
CCFV	Commission de Conciliation Foncière Villageoise
CFV	Commission Foncière Villageoise
CMRU	Cellules Municipales de Résilience Urbaine
CNFA	Cultivons de Nouvelles Frontières en Agriculture
CNIB	Carte Nationale d'Identité Burkinabè
CODIL	Comité Directeur Local
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CVD	Conseil Villageois de Développement
CVN	Chaine de Valeur Niébé
CVPR	Chaine de Valeur Petit Ruminant
CVV	Chaine de Valeur Volaille
DGD	Coopération Belge au Développement
DGSV	Direction Générale des Services Vétérinaires
ESF	Élevage Sans Frontières
FAARF	Fonds d'Appui aux Activités Génératrices des Femmes
FAIJ	Fonds d'Appui aux Initiatives des Jeunes
FASI	Fonds d'Appui aux Secteur Informel
GDT	Gestion Durable des Terres
GIP-PNVB	Groupement d'Intérêt Public-Programme National de Volontariat au Burkina Faso
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
HI	Handicap International
JDDP	Jeunes Défenseurs des Droits de la Personne
MBDHP	Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples
MRAH	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONV	Ordre National des Vétérinaires
OP	Organisation Paysanne

OSC	Organisation de la Société Civile
PARPEL	Projet d'Amélioration de la Résilience par le Petit Élevage
PBF	Peace Building Fund
PDI	Personne Déplacée Interne
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRECS	Projet de Renforcement Économique et de la Cohésion Sociale
PRSEC	Projet de soutien au Relèvement et de Stabilisation Économique des Communes
PSH	Personnes en Situation de Handicap
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
RCPB	Réseau des Caisses Populaires du Burkina
ReComs	Relai Communautaire
RECOSA	Résilience et Cohésion Sociale au Sahel
ReVap	Récupération et Valorisation des espaces pastoraux
RSAP	Réseau de Santé Animale de Proximité
SCOOPS	Société Coopérative Simplifiée
SFR	Service Foncier Rural
SPONG	Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales
T.O.T	Traning of Trainers
THIMO	Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre
UE	Union Européenne
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VBG	Violence Basée sur le Genre
VETAGRI	Vétérinaires Agricoles
VSF-B	Vétérinaires Sans Frontières Belgique

INTRODUCTION

Pour l'Association Nodde Nooto (A2N), l'exercice fiscal 2022 marque l'entrée dans la deuxième année de mise en œuvre du Document d'Orientation Stratégique (DOS) après une première année plutôt consacrée à l'appropriation. Le Plan de Travail et Budget Annuel s'inscrit dans une dynamique de continuité des actions de A2N ancrées au DOS 2021-2025.

Les activités du PTBA 2022 se subdivisent en deux composantes missions :

- **composante 1** : Gouvernance et renforcement institutionnel et organisationnel de A2N ;
- **composante 2** : Pilotage des projets de A2N.

Dans chaque composante se trouvent des axes/volets d'intervention. À l'intérieur des volets se trouvent les actions à mener.

Chaque projet a axé ses activités dans son domaine d'intervention. De façon globale, l'ensemble des projets de l'Association Nodde Nooto s'est focalisé autour de ses domaines d'intervention que sont :

- (i) **la gestion des ressources naturelles,**
- (ii) **l'appui au développement local,**
- (iii) **les innovations éducatives,**
- (iv) **la formation professionnelle et l'entrepreneuriat des jeunes.**

Au cours de cet exercice 2022, l'Association Nodde Nooto (A2N) a intervenu dans plusieurs dizaines de communes des régions du Sahel, du Centre-Nord, de l'Est et du Plateau central.

Tout cela a été fait en respectant le Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) qui a été élaboré avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers.

Des difficultés n'ont pas manqué, mais la connaissance du terrain et l'expertise de A2N ont permis de trouver des mesures correctives. Des leçons ont également été tirées pour les actions futures.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Au niveau de la vie de l'Association, cette année a été marquée par une intense activité. En effet, dans sa quête d'une nouvelle forme d'organisation en vue de développer davantage son projet associatif pour faire face aux importants défis, humanitaires et de développement, actuels du Burkina Faso, A2N a entamé, au cours de l'année, une réforme de son projet associatif. Cela s'est concrétisé par la tenue d'une assemblée générale extraordinaire procédé à l'adoption des modifications proposées avec des changements importants au niveau du mandat des membres du Conseil d'administration, qui passe de deux (02) ans à trois (03) ans, renouvelable une fois. Autres changements notables : les sessions ordinaires des Assemblées générales devenues annuelles, la mise en place de deux nouveaux organes notamment le Comité d'audit et de contrôle de conformités et le Comité stratégique. À l'issue de l'adoption de ces réformes statutaires, il s'est tenue la XI^{ème} session ordinaire de l'Assemblée générale qui a élu les nouveaux membres du Conseil d'administration conformément aux dispositions modifiées des statuts.

Au niveau opérationnel, les activités se sont déroulées dans un contexte marqué par la persistance des attaques terroristes dans la zone d'intervention de l'Association, rendant l'accès aux différentes localités cibles de plus en plus difficile. Malgré cette situation difficile, les résultats atteints cette année sont très satisfaisants avec un taux d'exécution physique moyen de plus de 80% et financier de plus de 83%.

Les principales réalisations de cette année sont réparties sur des thématiques de renforcement de la cohésion sociale, la formation de jeunes et de femmes, la promotion de l'emploi, l'amélioration des revenus des jeunes et des femmes, l'amélioration de la productivité agro-pastorale des communautés locales. Au total, **10 702 personnes**, jeunes et femmes, ont directement bénéficié de l'appui de A2N dans **29 communes** des régions du Centre-Nord, de l'Est et du Sahel. Cela a permis de former sur divers métiers et thématiques **8 145 personnes** dont **4 180 femmes**, de renforcer les capacités techniques de **1 048 producteurs** et de favoriser la création de **74 activités** ayant généré des revenus pour plus de **1 752 personnes** dont **823 femmes**.

I. VIE DE L'ASSOCIATION

I.1. GOUVERNANCE

A2N s'appuie sur des femmes et des hommes engagés pour un développement durable des conditions de vie des populations. Cela à travers une bonne gouvernance interne qui constitue les principes cardinaux que l'Association s'est fixés.

Au cours de l'année 2022, A2N a tenu toutes ses sessions statutaires. Il s'agit d'une (01) session ordinaire et de deux (02) Assemblées générales extraordinaires qui se sont tenues à bonne date. Cela a permis à l'Association de procéder à la validation de documents et de textes internes.

Au cours de l'année 2022, le personnel de A2N s'est retrouvé pour sa traditionnelle session de l'Assemblée générale. Cette rencontre dont les travaux ont été présidés par le Directeur exécutif a servi de cadre pour permettre à l'ensemble du personnel d'échanger à bâtons rompus sur les actions menées par l'Association au cours de l'année écoulée mais aussi de plancher sur les perspectives de 2023.

A2N est membre de plusieurs réseaux nationaux et internationaux (SPONG, IUCN, CCEB, GIP-PNVB). La pérennisation de la vie de ces réseaux est fonction de l'engagement de ses membres. C'est pourquoi A2N a payé ses cotisations auprès des réseaux auxquels elle a adhéré.

Afin de diversifier son partenariat, l'Association a participé à quatre (04) ateliers/cadres stratégiques (Congrès mondial de la nature, Sommet de l'élevage, Forum national des Associations et Fondations de France, Institut de la paix) organisés par les réseaux dont elle est membre.

Les rencontres trimestrielles sont des cadres d'échanges entre la Direction exécutive et les chefs de projets. Quant aux rencontres de direction, elles permettent au personnel d'échanger sur les défis à relever. Durant l'année 2022, cinq (05) rencontres périodiques (conseils de direction et rencontres trimestrielles) ont été organisées.

I.2. RECOUVREMENT DES COTISATIONS ANNUELLES DES MEMBRES

S'agissant de la contribution financière des membres aux ressources de l'Association, la Direction exécutive s'était fixé comme objectif de recouvrir les 100% des cotisations

annuelles de 2022 et les arriérés de 2021. Au terme de l'exercice 2022, elle n'a pu pas recouvrir les cotisations et adhésions des membres.

1.3. SERVICE AUX MEMBRES

En dehors de l'Assemblée générale qui réunit l'ensemble des membres, la Direction exécutive a estimé important d'accompagner l'initiative de la création du mutuelle « M'Balla » des travailleurs de A2N. Son objectif est de promouvoir l'entraide, la solidarité mais aussi de renforcer les liens sociaux entre les membres de l'Association.

Cette initiative est perçue par la Direction exécutive comme un outil utile qui permettra de renforcer le service aux membres de l'Association. C'est pourquoi, la Direction exécutive a décidé de l'accompagner en lui octroyant la somme de deux millions (2 000 000) de francs CFA et un lot de pagnes à l'effigie de l'Association.



I.4. APPUI AUX INITIATIVES LOCALES ET AUX ACTIVITÉS DE L'ÉTAT

Elles sont nombreuses les Associations locales qui sollicitent un appui de la part de A2N pour le montage des dossiers de recherche de financement. En cette année 2022, A2N n'a pas pu accompagner les organisations locales dans le montage des dossiers de recherche de financement.

La jeunesse constitue le fer de lance du développement du Burkina Faso. Plusieurs jeunes développent des initiatives pour créer des microentreprises.

L'État est le premier partenaire de A2N. L'Association travaille étroitement avec les services techniques de l'État dans la mise en œuvre de ces projets. Des suivis réguliers sont faits par les services techniques. Au total, huit (08) sorties de suivi des services techniques et de l'administration publique ont été financées et les capacités de deux (02) administrations publiques renforcées.

I.5. GESTION ET PILOTAGE DES PROJETS

L'Association Nodde Nooto tire l'essentiel de ses ressources des frais de gestion des projets et programmes qu'elle met en œuvre.

Le dispositif de suivi-évaluation et de capitalisation de données a été renforcé, ce

qui a permis de faire le suivi de la mise en œuvre des activités de chaque projet. Grâce à l'appui-accompagnement de l'UICN, A2N a pu capitaliser un savoir-faire/approche qu'elle a développé.

I.6. MOYENS HUMAINS

Les résultats atteints par l'Association au cours de l'année 2022 ont été possibles grâce aux efforts conjugués de 68 femmes et hommes qui n'ont ménagé aucun effort tout au long de l'année. Ce personnel est composé d'un (01) cadre supérieur qui est

le Directeur exécutif, de 26 cadres dont 11 femmes. À ce personnel s'ajoutent aussi les agents d'exécution et le personnel d'appui. Ils sont au nombre de vingt-deux (22) dont trois (03) femmes.

A large, dark teal silhouette of a tree with many leaves, positioned on the left side of the page. The tree's trunk and branches extend across the middle of the page, partially behind the text.

2. PARTENARIATS

2.1. PROJETS EN COURS

Vétérinaires
Sans Frontières
Dierenartsen
Zonder Grenzen



A2N et VFS-B sont dans la 17^{ème} année de collaboration. Avec une douzaine de projets mis en œuvre conjointement grâce aux financements de la Coopération Belge au Développement, de l'Union Européenne, de l'USAID et d'autres partenaires. C'est un partenariat qui a énormément contribué au renforcement des capacités opérationnelles et institutionnelles de A2N. En 2022, la collaboration entre A2N et VSF s'est poursuivie dans le cadre de la mise en œuvre conjointe de la phase 2 du Projet d'Amélioration de la Résilience par le Petit Élevage (PARPEL II).



A2N compte parmi ses principaux partenaires l'AFD qui est un des partenaires majeurs dont la contribution au renforcement institutionnel et organisationnel constitue un gage de solidité. Le partenariat avec l'Agence Française de Développement a débuté en 2019. Le premier projet d'une durée de 18 mois a pris fin en mai 2021. Le partenariat a été reconduit à travers un deuxième projet pour une durée de 3 ans (2022 et 2025). Il s'agit du Projet de préservation de la coexistence pacifique dans la commune de Dori (**Djamnaati**).



En 2022, A2N s'est engagé dans un partenariat avec ONU Habitat pour la mise en œuvre du projet de "Renforcement de la résilience des collectivités territoriales face aux déplacements massifs de populations et à la pandémie de Covid-19". Ces activités sont conduites dans quatre (04) communes dont trois communes de la région du Centre-Nord (Kaya, Kongoussi et Tougouri) et une commune de la région du Sahel (Dori).



2019 marquait le début d'une collaboration entre A2N et le PNUD. Depuis lors, plusieurs projets ont été conjointement mis en œuvre. C'est au total dix (10) conventions de collaboration qui ont été signées avec le PNUD. Les dernières en date sont celles relatives à la mise en œuvre du Projet de soutien à la stabilisation des communes de Falagountou et de Seytenga et le projet Gouvernance Locale et Cohésion Sociale (GoLCoS).



La collaboration entre le CNFA et A2N a contribué également à renforcer la présence de A2N dans la région du Centre-Nord. Elle a particulièrement permis à l'Association d'élargir son intervention dans la province du Bam et dans la région de l'Est. Dans le consortium, A2N conduit le programme d'alphabétisation fonctionnelle, assure les activités de la chaîne de valeur de petits ruminants et la santé animale.



C'est grâce aux fonds fiduciaires d'urgence de l'UE qu'est né le partenariat entre A2N et HI. A2N est le partenaire local du consortium RECOSA dont le lead est assuré par Handicap International.

2.2. NOUVEAUX PARTENARIATS POUR 2023

Les projets sur lesquels la Direction exécutive est en discussion avec les Partenaires Techniques et Financiers sont de deux types : les projets dont les conventions de financement ont déjà été signées et les projets dont les conventions de financement sont en cours de signature.

2.2.1. PROJETS EN NÉGOCIATION



2.2.1.1. Projet d'Aide d'Urgence Humanitaire aux Personnes Déplacées Internes (PRAUH-PDIs)

Le présent projet est une initiative du Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) en partenariat avec A2N dans le cadre du Fonds Régional Sahel de l'Agence Britannique de coopération internationale (UKAID). C'est une réponse rapide à la situation humanitaire dans les Régions du Sahel et du Centre-Nord. A2N adoptera une approche participative et inclusive durant tout le processus. Aussi, un partenariat formel sera établi avec les collectivités afin de définir les rôles, tâches et responsabilités qui incombent à chacune des parties prenantes. Cela se fera en collaboration directe avec les CVD dans l'optique d'inscrire l'intervention dans le processus d'appui à la décentralisation.

Le Projet d'aide d'urgence humanitaire aux personnes déplacées internes (PRAUH-PDIs) est structuré autour d'un (01) objectif général et d'un (01) objectif spécifique.

Intitulé du projet :

PRAUH-PDIs, Projet d'Aide d'Urgence Humanitaire aux Personnes Déplacées Internes



Partenaire technique :
Conseil Danois pour les Réfugiés
(DRC)



Partenaire financier :
UKAid



Budget :
Deux cent millions de francs CFA
(200 000 000 FCFA)



Domaine d'intervention :
Réponse d'Urgence
Humanitaire



Objectif du projet :

L'objectif général du PRAUH-PDIs est de contribuer à améliorer les conditions de vie et la résilience des personnes déplacées internes dans les régions du Centre-Nord et du Sahel.



Durée du projet :
3 ans



Année de démarrage :
2023



Année de clôture :
2025



Zone d'intervention :

Burkina Faso, régions du Sahel
(Dori, Gorgadji et Sebba) et
du Centre-Nord (Barsalogho,
Kaya et Toungouri)



Résultats attendus :

Résultat 1 : Les ménages nouvellement déplacés et hôtes bénéficient d'une assistance d'urgence multisectorielle.

Résultat 2 : Les acteurs locaux sont outillés à la prise en compte de la réponse rapide dans les plans locaux de réponse aux chocs.

2.2.1.2. Programme de résilience et de stabilisation de l'axe Ouaga-Kaya-Dori (OKD)

Dans le cadre de cette initiative de la Coalition pour le Sahel, l'Union Européenne en charge de la maîtrise d'ouvrage a délégué la mise en œuvre du programme à Expertise France, Enabel et GIZ.

A2N est en discussion avec la GIZ pour un éventuel partenariat pour la mise en œuvre des activités dont elle est en charge dans

la région du Centre-Nord. Un processus d'évaluation des capacités a été mené par un consultant indépendant.

Ce partenariat est en attente d'être concrétisé et les négociations se poursuivent entre les différents partenaires et le Gouvernement du Burkina Faso.



2.2.1.3. Appui institutionnel pour l'éducation financière

Consciente de l'importance de l'inclusion financière dans le relèvement économique des populations, A2N a entrepris d'intégrer la promotion de l'éducation et l'inclusion financière dans son projet associatif. Cette réforme a été actée lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale tenue en 2022 avec l'adoption de la modification apportée aux textes statutaires intégrant cette vision. La Direction exécutive a commencé à mobiliser les partenaires pour accompagner cette dynamique.

Le premier partenaire qui a accepté d'accompagner A2N, c'est l'Agence Française de Développement (AFD) qui a financé l'audit organisationnel et institutionnel en vue d'intégrer une structure en charge de l'opérationnalisation de cette vision.

Dans sa prospection de partenariats pour un appui à cette initiative, la Direction exécutive a signé une convention avec le Fonds National de la Finance Inclusive (FONAFI) et a eu des échanges avec l'ONG luxembourgeoise ADA Microfinance pour un appui institutionnel, qui a montré toute sa disponibilité pour une future collaboration.



2.2.2. PROJETS EN DIFFICULTÉ

Pour ce qui concerne les difficultés dans l'exécution des projets, elles émanent plus des conséquences de la crise sécuritaire et humanitaire que de la collaboration avec les partenaires.

Signature de la convention
de collaboration entre le FONAFI
et A2N

2.3. GESTION DES PROJETS EN CLÔTURE

(STRATÉGIE DE DÉSINTÉRESSEMENT DES PARTENAIRES)


L'année 2022 a coïncidé avec la clôture de deux (02) projets de A2N. Il s'agit, entre autres, du :

- Projet de Renforcement Économique et de la Cohésion Sociale (PRECS) de la commune de Namissiguima ;
- Projet « Récupération et Valorisation des espaces pastoraux » (ReVap).

A2N agit dans un esprit de programme. C'est pourquoi, les acquis tirés de ces projets seront capitalisés et valorisés dans d'autres projets.

La dynamique de renforcer la synergie entre les projets au niveau de A2N a toujours été une priorité. C'est cet esprit qui a permis au projet « Récupération et Valorisation des espaces pastoraux » (ReVap) de mener des activités dans la zone pastorale de Kougari qui a été sécurisée. En plus du ReVap, le projet d'urgence de renforcement de la cohésion sociale par la réhabilitation d'infrastructures scolaires et sanitaires dans la Commune de Dori avait poursuivi des actions entreprises par le projet Kougari. Parmi ces actions, nous pouvons citer la formation des membres des CFV et CCFV, la mise en place d'un service foncier rural au niveau de la mairie.

Le projet de préservation de la coexistence pacifique dans la commune de Dori (**Djamnati**) compte consolider les acquis engrangés dans le cadre du ReVap notamment en poursuivant l'appui à la commune de Dori pour la délivrance des attestations de possession foncière (APFR).



3. SITUATION DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS DE LA DIRECTION EXÉCUTIVE

La mise en œuvre des activités de la Direction exécutive s'est appuyée sur deux (02) composantes. Dans chaque composante se trouvent des axes/volets d'intervention. À l'intérieur des volets se trouvent les actions à mener. Le présent bilan du PTBA de la Direction exécutive 2022 compte deux (02) composantes et cinq (05) volets.



Composante 1 :
**Gouvernance et renforcement
institutionnel et organisationnel
de A2N :**

Elle est composée
de trois (03) volets :



- La gouvernance de A2N ;
- le renforcement institutionnel/
stratégie de A2N ;
- le renforcement organisationnel
de A2N.



Composante 2 :
Pilotage des projets de A2N :

Elle est composée
de deux (02) volets :

- le suivi des projets ;
- les charges salariales et sociales
du personnel.

Axes		Taux d'exécution	Commentaires
Composante 1 : Gouvernance & Renforcement institutionnel et organisationnel de A2N		76%	Globalement, la composante 1 a été très satisfaisante avec un taux de 76%, mais des efforts restent à faire dans la mobilisation des ressources intérieures.
	Volet 1.1 : Gouvernance de A2N	113%	
	Volet 1.2 : Renforcement institutionnel/Stratégie de A2N	85%	
	Volet 1.3 : Renforcement organisationnel de A2N	32%	
Composante 2 : Pilotage des projets		53%	Globalement, la composante 2 a été relativement satisfaisante avec un taux de 53%, mais des efforts restent à faire dans la mobilisation des ressources intérieures.
	Volet 2.1 : Suivi-évaluation des projets	50%	
	Volet 2.2 : Charge du personnel pour le pilotage des projets	55%	
Taux d'exécution/bilan technique de la Direction exécutive		64%	

Le taux global technique des activités de la Direction exécutive est de 64%.

Tableau : Situation d'exécution financière de la Direction exécutive

Entité/projet	Financier	Donneur d'ordres	Début de l'activité	Prévisions budgétaires	Réalisations au 31/12/2022
A2N	Fonds propres	CA	Janvier 2022	221 421 949	122 512 381
Réalisations au 31/12/2022		Engagement au 31/12/2022	Cumul des dépenses	Solde sur budget	% d'exécution
122 512 381		17 117 221	113 629 602	81 792 347	63%

Le taux d'exécution financière de la Direction exécutive est de 78% pour des prévisions budgétaires de l'ordre de **deux cent vingt et un millions quatre cent vingt et un mille neuf cent quarante-neuf (221 421 949) francs CFA** et des dépenses cumulées de **cent trente neuf millions six cent vingt neuf mille six cent deux (139 629 602) francs CFA**.

Tableau 2 : Sur la situation d'exécution physique des activités de la Direction exécutive

Activités programmées	Indicateurs de performance	Prévu	Réalisé	Taux d'exéc.
Composante 1 : Gouvernance & renforcement institutionnel et organisationnel de A2N				
Volet 1.1 : Gouvernance de A2N				
A1.1.1 : Tenir les sessions ordinaires du CA	Nombre de sessions	2	2	100%
A1.1.2 : Tenir l'Assemblée générale extraordinaire de A2N	Nombre de sessions	1	2	200%
A1.1.3 : Tenir l'Assemblée générale du personnel de A2N	Nombre de sessions	1	1	100%
A1.1.4 : Organiser les rencontres périodiques (Conseils de direction et rencontres trimestrielles)	Nombre de sessions	5	5	100%
Volet 1.2 : Renforcement institutionnel/stratégie de A2N				
A1.2.1 : Vulgariser le DOS aux niveaux national et régional (Kaya, Dori)	Nombre d'ateliers	3	0	0%
A1.2.2 : Recouvrer les cotisations annuelles des membres	Nombre de membres à jour	33	29	87,87%
A1.2.4 : Mobiliser des financements pour la mise en œuvre de projets	Nombre de dossiers soumis	4	10	250%
A1.2.5 : Participer à des ateliers et conférences internationaux pour développer des partenariats	Nombre d'ateliers/ conférences	5	5	100%
A1.2.6 : Contribuer à la pérennisation de la vie des réseaux nationaux et internationaux auxquels A2N adhère	Nombre de réseaux où A2N est à jour de ses cotisations	4	4	100%
A1.2.7 : Participer aux activités des Partenaires Techniques et Financiers	Nombre d'activités de PTF auxquelles A2N a participé	8	11	138%
A1.2.8 : Appuyer les associations locales dans le montage des dossiers de recherche de financement	Nombre d'associations appuyées	5	1	20%
A1.2.9 : Financer les activités de renforcement des capacités des associations et coopératives locales	Nombre d'associations appuyées	4	2	50%
A1.2.10 : Renforcer les capacités de l'administration publique dans l'exécution de ses missions	Nombre de services/ institutions publics appuyés	10	1	10%

Activités programmées		Indicateurs de performance	Prévu	Réalisé	Taux d'exéc.
Volet 1.3 : Renforcement organisationnel de A2N					
A1.3.1	Renforcer le contrôle interne et la performance de A2N	Nombre de sessions de contrôle interne réalisées	4	3	75%
A1.3.2	Renforcer la sécurité des locaux	Nombre de locaux sécurisés	1	1	100%
A1.3.3	Mettre en place une base de données des prestataires et fournisseurs et des demandeurs d'emploi	Base de données mis en place	1	0	0%
A1.3.4	Renforcer les capacités du personnel (formation)	Nombre de sessions de formation	4	2	50%
A1.3.5	Appui aux étudiants en fin d'études pour la finalisation de leurs diplômes (étudiants stagiaires)	Nombre d'étudiants appuyés	5	3	60%
A1.3.6	Assurer le fonctionnement du siège et des antennes	3 bureaux appuyés	3	3	100%
A1.3.7	Renforcer la visibilité de A2N (produire des outils de communication ; éditer les documents stratégiques (DOS, stratégie GRN) ; capitalisation, animer et mettre à jour le site web de A2N ; élaborer une stratégie de communication ; renforcer le web marketing de A2N à travers les médias sociaux)	Nombre de points attribués ¹	250	175	70%
A1.3.8	Promouvoir et participer aux activités promotionnelles (foires & symposiums)	Nombre d'activités	3	1	33%

1 Nombre de points sur la base d'une évaluation annuelle des activités de visibilité (MAJ site web, publication réseaux sociaux, gadgets, couvertures médiatiques, etc.)

Activités programmées		Indicateurs de performance	Prévu	Réalisé	Taux d'exéc.
Composante 2 : Pilotage des projets					
Volet 2.1 : Suivi-évaluation des projets					
A2.1.1 : Actualiser la matrice intégrée de suivi des projets (budgétaire et opérationnel) ; élaborer, vulgariser et mettre en œuvre un planning d'appui aux projets ; piloter la vulgarisation et le suivi de la mise en œuvre du DOS)		Un planning d'appui aux projets	1	1	100%
A2.1.2 : Suivre et renseigner la base de données		Nombre de sessions de MAJ	24	20	83,33%
A2.1.3 : Mettre en place une base de données avec serveur dynamique			1	1	100%
A2.1.4 : Capitaliser au moins trois thématiques centrales des domaines de A2N			3	0	0%
Volet 2.2 : Charge du personnel pour le pilotage des projets					
A2.2.1 : Assurer la rémunération du personnel et les charges sociales			21	21	100%
A2.2.2 : Acquérir des équipements de travail pour le personnel (mobiliers de bureau, matériels informatiques, fournitures de bureau, carburants, logiciels, onduleur 10 kva, groupe électrogène 22 kva et équipements divers, etc.)			10	1	10%



4. SITUATION DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS

4.1. AMÉLIORATION DE LA RÉSILIENCE PAR LE PETIT ÉLEVAGE

Le Projet d'Amélioration de la Résilience par le Petit Élevage (PARPEL) est un projet de développement qui vise à améliorer la sécurité alimentaire, nutritionnelle et socioéconomique des ménages vulnérables grâce à des actions intégrées autour de l'élevage familial.

Il est mis en œuvre en partenariat avec Vétérinaires Sans Frontières-Belgique (VSF-B)

dans deux (02) régions, notamment le Sahel et le Centre-Nord sur financement par la Direction Générale de la Coopération Belge au Développement (DGD) pour une durée de cinq (05) ans entre 2022 et 2026.

Il s'exécute dans les provinces du Sanmatenga et du Séno précisément dans les communes de Boussouma, Kaya, Dori et Bani.



Séance de sensibilisation
sur les bonnes pratiques agroécologiques

Intitulé du projet :

Projet d'Amélioration de la Résilience par le Petit Élevage (PARPEL) phase 2



Partenaire technique :
Vétérinaires Sans Frontières-
Belgique (VSF-B)



Partenaire Financier :
Direction Générale
de la Coopération au
Développement Belge (DGD)



Budget :
835 582 861 francs CFA



Domaine d'intervention :
Sécurité alimentaire



Objectif du projet :

Permettre aux ménages vulnérables dépendant de l'élevage des régions du Centre-Nord et du Sahel d'accéder à une sécurité alimentaire, nutritionnelle et économique et d'être plus résilients aux divers risques (alimentaire, climatique, sanitaire, économique).



Durée du projet :
5 ans



Année de démarrage :
2022



Année de clôture :
2026



Zone d'intervention :
Communes de Boussouma,
Kaya, Dori et Bani



Activités programmées	Bilan physique			Commentaires
	Prévu	Réalisé	Taux d'exéc.	
A1.1.6 : Diffuser les bonnes pratiques d'Agroécologie (expérimentation d'intégration cultures/élevages) par des sessions de sensibilisation/formation sur les sites-écoles en se basant sur les producteurs référents	5	5	100%	<p>Quatre (04) sites maraichers identifiés (Nessemtega, Sera et Tanhoko) ; 129 producteurs (48 hommes et 81 femmes) :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Sensibilisés sur les dangers et inconvénients de l'utilisation des pesticides chimiques ; · Sensibilisés sur les avantages des bio pesticides sur les plants ; · Formés en fabrication de bio pesticides. <p>Spéculations produites : oignon, tomate, chou, salade, piment, poivron, aubergine, gombo et oseille ;</p> <p>Superficie : 5,25 ha toutes spéculations confondues.</p>
A1.2.1 : Sensibiliser les éleveurs pour création de la demande (rencontre pré-campagnes d'information et de sensibilisation dans les communes respectives à mandat des SVPP)	3	0	0%	La dégradation persistante de la situation sécuritaire n'a pas permis d'atteindre les éleveurs et de réaliser cette activité.
A2.1.2 : Assurer le suivi des exploitations avicoles avec des outils adaptés (prise en charge des coaches)	48	0	0	La période d'élaboration des plans d'affaire a coïncidé avec le ciblage des bénéficiaires qui a pris plus de temps que prévu ce qui n'a pas permis de finaliser les plans d'affaires à temps.
				Recruter un prestataire pour le montage des plans d'affaires.
Recruter les coaches endogènes	8	7	87,50%	Le recrutement des coaches endogènes n'a pas été prévu dans le budget du projet, il en est de même pour leur formation.

Activités programmées	Bilan physique			Commentaires
	Prévu	Réalisé	Taux d'exéc.	
Former les coaches endogènes	1	0	0%	Lors de la rencontre trimestrielle du projet, il a été recommandé de les recruter, les former et les équiper
				Leur recrutement a été facilité et effectif lors du ciblage des bénéficiaires
				07 coaches sur 08 prévus ont été recrutés compte tenu du nombre de bénéficiaires et de villages cibles. Sur les 6 villages cibles, un seul a bénéficié de 02 coaches endogènes. Le 8 ^{ème} coach sera recruté ultérieurement en fonction de l'évolution du nombre des bénéficiaires.
A2.1.5 : Appuyer les aviculteurs modèles (critère tech./SA) pour octroi de crédit de fonds de roulement pour renforcer leurs productions (167 anciens aviculteurs et 100 nouveaux aviculteurs concernés)	10	0	0%	La période d'élaboration des plans d'affaires a coïncidé avec le ciblage des bénéficiaires qui a pris plus de temps que prévu, ce qui n'a pas permis de finaliser les plans d'affaires à temps.
				Recruter un prestataire pour le montage des plans d'affaires.
A2.2.4 : Faciliter l'accès aux géniteurs par micro-crédit rotatif en nature	280	0	0%	Le processus d'acquisition des animaux étant long, il a été suggéré, lors de la dernière rencontre trimestrielle du projet, d'anticiper en préparant le DAO pour l'acquisition des caprins à mettre à la disposition des ménages vulnérables en 2023.
				Le ciblage étant terminé, le dossier pourra être constitué.

Activités programmées	Bilan physique			Commentaires
	Prévu	Réalisé	Taux d'exéc.	
A2.2.5 : Apporter un appui initial dégressif en complément alimentaire pour le cheptel des ménages vulnérables (280 nouveaux bénéficiaires + éventuellement 160 qui seront concernés par la rotation)	280	0	0%	Cette activité est dépendante de l'activité A2.2.4, elle doit intervenir en même temps que la dotation des caprins.
A2.3.1 : Accompagnement dans le ciblage des AGR (ateliers de définition participative des opportunités d'affaires existant au niveau local et appui-conseil dans le choix selon critères)	2	0	0%	L'activité n'était pas prévue en 2022, mais compte tenu de sa pertinence, il a été jugé utile et nécessaire de la réaliser pour faciliter la conduite des autres activités qui lui sont liées. Le ciblage des bénéficiaires ayant pris du temps, cela n'a pas permis de mener l'activité pour l'instant.
				Le budget des activités devrait être réaménagé pour permettre sa mise en œuvre, notamment l'activité.
				Formation/sensibilisation des 540 ménages vulnérables sur l'entrepreneuriat, les systèmes d'épargne/crédits communautaires (27 SILC) (éducation financière, entrepreneuriat) et la gouvernance.
A2.3.4 : Accompagner la mise en place d'AVEC autour des AGR et mise en place d'un système de financement endogène (540 ménages vulnérables: 27 groupes d'AVEC, à raison de 20 personnes par groupe)	160	0	0%	Le démarrage tardif des activités du projet explique en partie ce retard.
				Le ciblage des bénéficiaires ayant pris du temps, l'activité n'a pu être menée pour l'instant ; cependant les TDR y relatifs sont en cours de finalisation pour permettre sa mise en œuvre.
A2.3.5 : Équipements des nouveaux groupes en caissons pour les groupes AVEC	8	0	0%	Idem ci-dessus

Activités programmées	Bilan physique			Commentaires
	Prévu	Réalisé	Taux d'exéc.	
A4.2.3 : Organisation de cadres de dialogue inclusifs entre populations locales et Populations Déplacées Internes (PDI) pour un accès durable et apaisé aux ressources partagées	1	0	0%	Le démarrage tardif des activités du projet explique en partie ce retard.
				Le ciblage des bénéficiaires ayant pris du temps, l'activité n'a pu être menée pour l'instant, cependant les TDR sont en cours d'élaboration.
A4.3.1 : Implication/ responsabilisation des collectivités locales dans les activités de suivi-accompagnement	1	0	0%	Activité reportée pour l'année 2023
				Les changements perpétuels de responsable des délégations spéciales des collectivités concernées n'a pas facilité la programmation de cette activité.
A4.3.4 : Appui aux STD pour le contrôle régalien	1	0	0%	Activité reportée pour l'année 2023
				Les changements perpétuels dans les directions concernées n'a pas facilité la programmation de l'activité.
Enquête de ciblage	1	1	1	Le processus de ciblage des bénéficiaires a été long et a duré environ 6 mois. Cette durée est due en partie à son caractère participatif. C'est ce qui explique le dépassement du budget. L'implication et la participation de tous les acteurs ont permis d'obtenir des listes de bénéficiaires sans difficulté.

Résumé du Projet PARPEL II

Au niveau du **résultat 1** : « **L'accès des ménages vulnérables aux services de soutien à la production agropastorale (formation sur les itinéraires techniques, appui-conseil, accès à la santé animale, accès aux intrants zootechniques) est facilité et renforcé** », le taux de réalisation physique est de 100% avec un taux d'exécution financière de 100%.

Au niveau du **résultat 2** : « **Les ménages vulnérables améliorent et diversifient leurs moyens d'existence grâce au renforcement de leurs capitaux physiques, économiques, humains et sociaux** », le taux de réalisation physique est de 100% avec un taux d'exécution financière de 100%.

Au niveau du **résultat 4** : « **Les capacités des acteurs locaux sont renforcées pour assurer une gestion durable et paisible des ressources naturelles dans le but de valoriser les productions animales et végétales et un contrôle citoyen de qualité et la pérennisation des actions** », le taux de réalisation physique est de 100% avec un taux d'exécution financière de 100%.

Au niveau du **résultat 5** : « **Suivi-monitoring du projet** », le taux de réalisation physique est de 100% avec un taux d'exécution financière de 100%.

Le taux global d'exécution technique du projet PARPEL II est de 100% avec un taux d'exécution financière de 100% (prévision budgétaire : **75 205 644 francs CFA**).

Le processus de ciblage des bénéficiaires a été long et a duré environ 6 mois. Cette durée est due en partie à son caractère participatif. C'est ce qui explique le dépassement du budget. L'implication et la participation de tous les acteurs ont permis d'obtenir des listes de bénéficiaires sans difficulté.

Il faut remarquer que le projet a connu une forte mobilisation des populations malgré les travaux champêtres (555 inscrits sur les listes de présence, soit en moyenne 93 personnes/AG).

Aussi, il est à relever un fort engagement et une implication du premier responsable de la collectivité et des services techniques de l'État.

Enfin, dans la mise en œuvre du projet, la question du genre et de la diversité ethnique dans la composition des membres du CODIL a été prise en compte (35% de femmes élues et 65% d'hommes).



4.2. MARKETS ET NUTRITION

USAID YIDGIRI

Les chocs climatiques, économiques et politiques récurrents ont contribué à la pauvreté persistante, à une mauvaise nutrition, à des systèmes de gouvernance faibles et à des marchés inefficaces qui ont considérablement réduit la résilience de la population dans le Centre-Nord et l'Est du Burkina Faso et les régions du Sahel. Cette vulnérabilité a ouvert la voie à une idéologie extrémiste violente, exacerbant davantage la fréquence et la gravité des crises. Pour faire face à cette situation, les populations vulnérables ont besoin de plus

de conditions pour devenir productives et de se concerter stratégiquement pour acheter des intrants à des prix avantageux, vendre leur excédent pour un profit équitable et utiliser les bénéfices pour améliorer leur vie, ainsi que de travailler ensemble pour construire des communautés sûres, stables et prospères.

Face à cette situation, le projet Yidgiri vient pour consolider les acquis du projet REGIS-AG qui a été mis en œuvre sous le leadership du CNFA de 2015 à 2020.



Une vue des participantes aux Formations techniques spécifiques (FTS)
du projet USAID Yidgiri

Intitulé du projet :
Projet Markets & Nutrition « USAID Yidgiri »



Partenaire technique :
CNFA



Partenaire financier :
USAID



Budget :
629 003 194 F francs CFA



Domaine d'intervention :
Sécurité alimentaire



Objectif du projet :

Renforcer les systèmes de marché de manière à ce que les revenus et l'état nutritionnel des ménages soient durablement améliorés au sein des populations cibles.



Durée du projet :
5 ans



Année de démarrage :
2020 (octobre)

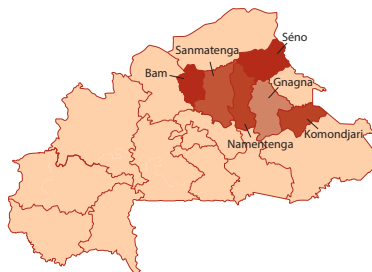


Année de clôture :
2024 (septembre)



Zone d'intervention :

Régions du Centre-Nord (Provinces du Bam, du Namentenga, du Sanmatenga), de l'Est (Provinces de la Gnagna et de la Komandjari) et du Sahel (Province du Séno)



Une apprenante en séance de lecture dans un centre d'alphabétisation (Yidgiri)

Activités programmées	Indicateur de performance	Bilan physique			Commentaire
		Prévu	Réalisé	Taux d'exécution	
Activité 1.4.1.1 Former 1050 membres des OP sur l'alphabétisation initiale	Nombre de membres d'OP alphabétisés	1050	805	76,66%	Au total, 805 apprenants inscrits, 794 évalués et 770 admis. Le taux de succès général est de 96,97%.
Activité 1.4.1.2 Former 150 membres des Ops de la région de l'Est en formation technique spécifique	Nombre de membres d'OP formés	150	154	100,00%	05 Centres de Formation Technique Spécifique dans la région de l'Est avec 154 apprenants formés sur les modules des chaînes de valeur du projets Yidgiri.
Activité 2.2.3.3. Renforcer les capacités de 67 vulgarisateurs ReComs ou OP sur les techniques d'engraissement des petits ruminants et le suivi sanitaire des animaux	Nombre de ReComs ou membres d'OP formés	67	55	88, 08%	Cette activité a pu être mise en œuvre à Kongoussi et Dori avec 55 participants. Les 12 absents sont ceux de la région de l'Est qui, du fait de l'insécurité, se retrouvent dans des zones non couvertes par les réseaux mobiles.
Activité 2.2.3.7 Diffuser le matériel de vulgarisation de l'engraissement des petits ruminants, de la santé et de la production d'aliments pour animaux	Nombre de livrets reproduits	1 000	1 000	100,00%	Cette activité a consisté essentiellement en la reproduction de livrets de vulgarisation à l'endroit des producteurs de la CVPR sur les techniques de production, de fauche, de conservation et de stockage du fourrage à base de fane de niébé.
Activité 2.2.4.1. Former 67 formateurs sur la production fourragère, fauche - stockage du fourrage et stockage de la paille de niébé	Nombre de formateurs formés	67	66	98,50%	Cette activité a été réalisée en 2 sessions de formation dont une session à Kongoussi avec 40 participants et une à Kaya avec 26 participants.
Activité 2.2.5.2. Identifier et former 20 nouveaux auxiliaires de santé animale	Nombre d'AE formés	20	20	100,00%	Cette activité a été réalisée courant le mois d'août à septembre 2022 et a consisté en l'identification, au choix des AE, en leurs sensibilisations et en leurs formations.
Activité 2.2.5.4. Réaliser une formation de recyclage pour 90 auxiliaires de santé animale (AE) dans les régions du Sahel et de l'Est	Nombre d'AE recyclés	90	90	100,00%	



Apprenante lors des formations FTS
à Kaya (USAID Yidgiri)

Résumé du Projet YIDGIRI :

Au niveau du résultat 1 : « Amélioration des performances des systèmes du marché des produits de base », le taux de réalisation physique est de 95% ;

Au niveau du résultat 2 : « Utilisation Accrue d’Intrants et de Services de Qualité », le taux de réalisation physique des activités est de 89%.

Le taux global d’exécution technique du projet YIDGIRI est d’à peu près 90% avec un taux d’exécution financière de plus de 95%.

Il faut préciser que ce bilan fait ressortir uniquement les activités exécutées par A2N.

4.3. RÉCUPÉRATION ET VALORISATION DES ESPACES PASTORAUX (REVAP)

Le projet « **Récupération et Valorisation des espaces pastoraux** » (ReVap) dont l'objectif global est de renforcer la contribution de l'élevage à la croissance de l'économie nationale, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à l'amélioration des conditions de vies des populations se base essentiellement sur la Gestion Durable des Terres (GDT) et des Activités Génératrices de Revenus (AGR), comme stratégie de lutte contre la pauvreté.

En tant que structure locale expérimentée dans l'appui aux populations à la gestion des ressources naturelles et à la mise en place d'activités génératrices de revenus, A2N a été retenue pour accompagner les bénéficiaires du projet dans la zone pastorale de Kougari.



Intitulé du projet :
**Récupération et Valorisation
des espaces pastoraux (ReVap)**



Partenaire technique :
Lux-Développement, Agence
luxembourgeoise pour la
Coopération au développement



Partenaire financier :
Lux-Développement, Agence
luxembourgeoise pour la
Coopération au développement



Budget :
60 101 758 francs CFA



Domaine d'intervention :
Gestion des Ressources
Naturelles (GRN)



Objectif du projet :

Renforcer la contribution de l'élevage
à la croissance de l'économie
nationale, à la sécurité alimentaire
et nutritionnelle et à l'amélioration
des conditions de vies des
populations se base essentiellement
sur la Gestion Durable des Terres
(GDT) et des Activités Génératrices de
Revenus (AGR), comme stratégie de
lutte contre la pauvreté



Durée du projet :
1 an



Année de démarrage :
1^{er} janvier 2022



Année de clôture :
31 décembre 2022



Zone d'intervention :
Commune de Dori/
Zone de pâture de Kougari



Activités programmées	Indicateurs de performance	Prévu	Réalisé	Taux de réalisation
Résultat 1 : Les communautés sont sensibilisées sur la gestion durable des terres et les bonnes pratiques de gestion				
Sorties de sensibilisation des communautés sur la gestion durable des terres	Nombre de sorties	42	42	100%
Signature des actes d'engagement par les communautés sur les bonnes pratiques de récupération des terres	Nombre de signataires	630	894	100%
Résultat 2 : Les communautés sont formées sur les techniques de récupération et de végétalisation des terres dégradées				
Organisation des sorties de vérification des sites labourés	Nombre de sorties	14	14	100%
Acquisition des semences locales	Quantité de semences (kg)	15 953	15 953	100%
Ensemencement des sites labourés	Superficie (ha)	6 000	6 104	100%
Résultat 3 : Les comités de gestion sont mis en place et leurs capacités renforcées pour la gestion des espaces restaurés et des infrastructures pastorales				
Organisation des AG de sensibilisation sur la mise en place des COGES	Nombre de sessions	02	00	0%
Organisation des focus groupes	Nombre de focus	28	00	0%
Mise en place des comités de gestion	Nombre de COGES	02	00	0%
Organisation des sessions de formation des membres des COGES	Nombre de sessions	02	00	0%
Résultat 4 : Les bénéficiaires des AGR et des plans d'affaires sont identifiés				
Organisation des séances pour l'identification des bénéficiaires des AGR	Nombre de bénéficiaires identifiés	28	28	100%
Appui à l'élaboration des plans d'affaires	Nombre de séances d'appui	01	01	100%
Financement des plans d'affaires	Nombre de plans d'affaires	40	00	0%

Activités programmées	Indicateurs de performance	Prévu	Réalisé	Taux de réalisation
Résultat 5 : Les animaux et les kits d'aliments sont acquis pour les bénéficiaires				
Acquisition des animaux (ovins et caprins)	Nombre d'animaux	678	678	100%
Acquisition des sous-produits agro-industriels (SPA) acquis (caractéristiques techniques de l'aliments, le poids des sacs...)	Quantité (kg)	9 000	9 000	100%
Distribution des animaux aux 180 bénéficiaires	Nombre de bénéficiaires	180	180	100%
Distribution des Sous-Produits Agro-Industriels animaux aux 180 bénéficiaires	Quantité distribuée (kg)	9 000	9 000	100%
Résultat 6 : Les capacités technique, organisationnelle et de gestion des femmes et des jeunes sont renforcées pour une meilleure conduite de leurs activités				
Organisation des sessions de formation des bénéficiaires en élevage naisseur	Nombre de bénéficiaires	138	138	100%
Organisation des sessions de formation des bénéficiaires en embouche	Nombre de bénéficiaires	42	42	100%
Organisation des sessions de formation des jeunes en entrepreneuriat et montage de plan d'affaires	Nombre de bénéficiaires	40	40	100%
Organisation des sorties d'appui au montage des plans d'affaires	Nombre de plans d'affaires	40	40	100%
Résultat 7 : Les promoteurs/trices sont mis(es) en relation avec des acheteurs potentiels sur le marché				
Information des acheteurs potentiels	Nombre d'acheteurs	08	08	100%
Organisation des rencontres de mise en relation des promoteurs/trices avec des acheteurs potentiels	Nombre de rencontres	01	00	0%

Résumé du Projet REVAP BKF025

Au niveau du résultat 1 : « Les communautés sont sensibilisées sur la gestion durable des terres et les bonnes pratiques de gestion », le taux d'exécution physique est de 100%.

Au niveau du résultat 2 : « Les populations sont accompagnées pour la sécurisation, la gestion et la valorisation des espaces pastoraux », le taux d'exécution physique est de 81,25%.

Au niveau du résultat 3 : « Les communautés sont formées sur les techniques de récupération et de végétalisation des terres dégradées », le taux d'exécution physique est de 100%.

Au niveau du résultat 4 : « Les comités de gestion sont mis en place et leurs capacités renforcées pour la gestion des espaces restaurés et des infrastructures pastorales », le taux d'exécution physique est de 0%.

Au niveau du résultat 5 : « Les bénéficiaires des AGR et des plans d'affaires sont identifiés », le taux d'exécution physique est de 80%.

Au niveau du résultat 6 : « Les animaux et les kits d'aliments sont acquis pour les bénéficiaires », le taux d'exécution physique est de 100%.

Au niveau du résultat 7 : « Les capacités technique, organisationnelle et de gestion des femmes et des jeunes sont renforcées pour une meilleure conduite de leurs activités », le taux d'exécution physique est de 100%.

Au niveau du résultat 8 : « Les promoteurs/trices sont mis(es) en relation avec des acheteurs potentiels sur le marché », le taux d'exécution physique est de 50%.

Au niveau du résultat 9 : « Les données du suivi-évaluation sont collectées et traitées », le taux d'exécution physique est de 100%.

Le taux global d'exécution technique du projet BKF024 est de 79,02% avec un taux d'exécution financière de 82% (**prévisions budgétaires : 60 101 758 de francs CFA, réalisations au 31/12/2022 sont estimées à 49 420 016 de francs CFA et cumul des dépenses estimé à 9 420 016 de francs CFA pour un solde sur budget de 10 681 742 francs CFA, soit un taux d'exécution de 82%**).

Il faut ajouter que l'efficacité de la mise en œuvre du projet a été appréciée en tenant compte des constats et des témoignages des bénéficiaires sur le terrain. Au total, 6 500 ha de terres dégradées ont été récupérés et ensemencés.

- **138 femmes formées en élevage naisseur ;**
- **42 femmes formées en embouche ovine ;**
- **40 jeunes formés en entrepreneuriat suivi d'un appui au montage de plan d'affaires ;**
- **1 548 personnes issues des populations riveraines de la zone ont été mobilisées pour collecter et ensemencer les sites labourés. Ils ont également stocké du fourrage. Cette démarche s'inscrit en droite ligne dans une approche de responsabilisation dans le but de la durabilité des actions.**



4.4. FACILITÉ STABILISATION DANS LES COMMUNES DE FALAGOUNTOU ET DE SEYTENGA

Le projet Facilité Stabilisation est un projet sous-régional des Gouvernements du Mali, du Niger et du Burkina Faso mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) par délégation de l'Autorité Intégrée du Liptako-Gourma.

A2N a été mandatée par le PNUD afin de mettre en œuvre un certain nombre d'activités de stabilisation dans les communes de Falagountou et de Seytenga. Ce projet a pour objectif de contribuer à la stabilisation dans ces deux localités par l'amélioration de la présence durable des

représentants de l'État et des Forces de Défense et de Sécurité (FDS).

Il s'agit également s'agit de faciliter l'accès aux services sociaux essentiels, à la justice et aux services techniques déconcentrés de l'État dans les communautés cibles.

Enfin, il s'agit aussi d'atténuer les risques de conflits dans les communautés cibles grâce au renforcement des mécanismes de prévention, de médiation et de gestion des conflits.



Photo de famille du lancement des journées portes ouvertes de la justice au TGI de Dori

Intitulé du projet :
**Projet de soutien à la stabilisation des communes
de Falagountou et de Seytenga**



Partenaire technique :
PNUD



Partenaire financier :
PNUD



Budget :
178 115 462 francs CFA



Domaine d'intervention :
Cohésion sociale



Objectif du projet :

Contribuer à la stabilisation des communes de Falagountou et de Seytenga, essentiellement par le rétablissement de l'autorité de l'État, le renforcement de la cohésion sociale, la sécurité, l'accès à la justice et aux services de base.



Durée du projet :
1 an



Année de démarrage :
Juillet 2022



Année de clôture :
Juin 2023



Zone d'intervention :

Province du Séno (région du Sahel) : communes de Falagountou et de Seytenga



Activités programmées	Indicateurs de performance	Bilan physique		
		Prévu	Réalisé	Taux d'exéc. (%)
A1.1.2 : Organisation des séances de causerie et d'échanges populaires sur les questions importantes liées à la vie de la localité	Nombre de personnes touchées	55	50	50%
A1.2.1 : Formation des leaders communautaires et coutumiers sur les droits humains et le genre	Nombre de leaders formés	50	50	100%
A1.2.2 : Formation des membres d'OSC sur les techniques de dénonciation et d'interpellation des citoyens	Nombre de membres d'OSC formés	50	0	0%
A1.2.3 : Sensibilisation des communautés sur les droits humains		200	100	50%
A1.3.1 : Faire un état des lieux sur la problématique relative à l'accès à la justice par les populations (les actions et priorités devant être définies et prises sous le leadership des autorités compétentes)	Rapport d'étude	1	1	100%
A1.3.4 : Organisations des causeries éducatives sur les VBG	Nombre de personnes touchées	100	50	50%
A1.3.6 : Appui aux actions concourant à la reprise des activités du TGI de Dori	Nombre d'activités menées	8	4	50%
A1.4.1 : Organisation de campagnes de sensibilisation sur l'engagement politiques des femmes et leurs rôles dans la gestion de la chose publique	Nombre de personnes touchées	25	25	100%
A1.4.2 : Un noyau dur de femmes leaders formées en matière de participation et de gestion de la chose publique (associer les coordinations communales de femmes, maisons des femmes)	Nombre de femmes leaders formées	20	20	100%
A2.1.1 : Appui à l'établissement des actes de naissance au profit des enfants en âge de scolarisation, des femmes et autres personnes sans cartes d'identité	Nombre d'actes de naissance délivrés	3 000	1 500	50%
A2.1.2 : Formation des enseignants du primaire et du post primaire ainsi que les jeunes sur le civisme, la citoyenneté et la cohésion sociale	Nombre d'enseignants formés	25	0	0%

Activités programmées	Indicateurs de performance	Bilan physique		
		Prévu	Réalisé	Taux d'exéc. (%)
A2.1.3 : Formation des membres des APE et des AME	Nombre de membres formés	123	58	53%
A2.1.4 : Formation des membres des COGES des infrastructures administratives, éducatives, sanitaires et des points d'eau	Nombre de membres formés	123	58	53%
A3.1.3 : Organisation des sessions de formation sur la prévention et la gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles à l'endroit des délégations spéciales et des leaders communautaires	Nombre de personnes formées	75	75	100%

Résumé du Projet Facilité Stabilisation

Au niveau du résultat 1 : « Les fondations pour une présence durable des autorités de l'État et des prestataires de sécurité dans les communautés cibles sont établies », le taux d'exécution physique est de 63,63%.

Au niveau du résultat 2 : « L'accès aux services sociaux essentiels dans les communautés cibles est amélioré, y compris le renforcement de l'accès à la justice et aux services déconcentrés étatiques », le taux d'exécution physique est de 39%.

Au niveau du résultat 3 : « Des risques de conflits sont atténués dans les communautés cibles », le taux d'exécution physique est de 33,33%.

Le taux global d'exécution technique du projet Facilité Stabilisation est de 50,32%.

Pour ce qui concerne les données financières, pour une prévision budgétaire de l'ordre de **96 003 189** francs CFA, le taux d'exécution financière est de 100% sur le cumul de l'ensemble des dépenses.

Ce faible taux d'exécution pourrait se justifier par le retard tardif du déblocage des fonds alloués au projet (fin septembre 2022) et le contexte sécuritaire dans la province du Séno.

4.5. PROJET DJAMNAATI

RENFORCEMENT DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE ENTRE POPULATIONS HÔTES ET DÉPLACÉES INTERNES DANS LA COMMUNE DE DORI

La dégradation de la situation sécuritaire du pays couplée à la déstabilisation des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux ont engendré une crise humanitaire sans précédent avec un nombre de Personnes Déplacées Internes (PDI) qui avoisine les deux millions (2 000 000) de personnes. La Commune de Dori abrite à elle seule plus de quatre-vingt mille (80 000) Personnes Déplacées Internes.

Au regard des résultats engrangés dans la mise en œuvre des activités du projet Gestion Pacifique des Conflits qu'elle a conduite, A2N a été retenue pour la mise en œuvre des activités du projet Djamnaati dans la région du Sahel. D'une durée de 36 mois, ce projet intervient dans la commune de Dori.



Intitulé du projet :

Projet de préservation de la coexistence pacifique entre populations locales et déplacées internes dans la commune de Dori



Partenaire technique :
Agence Française de
Développement (AFD)



Partenaires financiers :
Gouvernement du Burkina Faso
et Agence Française de
Développement (AFD)



Budget :
1 059 125 000 francs CFA

État du Burkina Faso :
75 189 500 francs CFA²

AFD :
983 935 500 francs CFA



Domaine d'intervention :
Cohésion sociale



Durée du projet :
36 mois



Année de démarrage :
Avril 2022



Année de clôture :
Mars 2025



Zone d'intervention :
Commune de Dori



2 Part TVA supportée par le Gouvernement :
le projet bénéficie d'une exonération par avis de crédit

Activités programmées	Indicateur de performance	Bilan physique		
		Prévu	Réalisé	Taux d'exéc. (%)
A1.1 : Aménager le périmètre maraîcher de Diomga, au profit des femmes (hôtes et PDI)				
A1.1.1 : Sécurisation du périmètre maraîcher par une clôture grillagée	Périmètre clôturé (m)	708	0	0%
A1.1.2 : Réalisation d'un forage à pompe solaire avec château d'eau	Forage	1	0	0%
A1.1.3 : Réalisation des aménagements parcellaires en vue d'augmenter la superficie exploitable (HIMO)	Superficie aménagée (ha)	1,6	0	0%
A1.1.4 : Formation de 200 femmes (100 femmes des villages de N'Diomga et Wendou et 100 femmes PDI de la ZAD de Wendou) en techniques de production maraîchère	Nombre de femmes formées	200	0	0%
A1.1.5 : Acquisition d'équipements et outils d'aménagement au profit des femmes productrices	Nombre de kits d'outils	200	0	0%
A2.1 : Réhabiliter des infrastructures sanitaires et scolaires (centres de santé et écoles)				
A2.1.1 : Réhabilitation de 1 dispensaire + 1 maternité + 1 bloc de latrine VIP 3 postes + 1 bloc de latrine VIP 2 postes au profit du CSPS de Petit Paris	Bâtiment réhabilité	4	0	0%
A2.1.2 : Réalisation d'un dépôt MEG au profit du CSPS de Petit Paris	Bâtiment réalisé	1	0	0%
A2.1.3 : Acquérir du mobilier (10 lits + matelas + 10 chaises + 5 bancs + 5 tables de bureau)	Mobilier hospitalier	30	0	0%
A2.1.4 : Recrutement d'un prestataire en charge du suivi-contrôle indépendant des travaux de réhabilitation/construction des infrastructures	Contrôleur	1	0	0%
A3.3.3 : Appui au service domanial et aux CFV et CCFV mises en place lors du projet Dori 1 dans la conduite des opérations de délivrance des APFR (Recyclage des membres des CFV et CCFV mises en place)				

Activités programmées	Indicateur de performance	Bilan physique		
		Prévu	Réalisé	Taux d'exéc. (%)
Formation recyclage des membres des CFV et CCFV mises en place	Nombre de personnes formées	880	820	93,18%
Atelier d'appropriation du processus de mise en application de la loi 034	Nombre de personnes touchées	11	11	100%
Voyage d'étude et d'échanges d'expériences	Nombre de voyages	01	01	100%
A3.3.4 Fournir une assistance technique foncier rural à la mairie de Dori	Nombre d'assistants mobilisés	1	0	0%
A3.4 : Organisation des caravanes de sensibilisation, des causeries initiatiques et d'émissions radiophoniques, spécifiquement sur la gestion des ressources naturelles, autour des zones pastorales	Nombre de caravanes réalisées	4	4	100%
A3.5 : Promotion des cadres de dialogue communautaires dans les villages partageant des ressources communes (comités de surveillance, comités de zones, CFV et CCFV)	Nombre de cadres réalisés	6	6	100%
A4.2 : Réaliser un diagnostic des besoins de renforcement des capacités du personnel de la mairie, principalement le personnel technique	Nombre de diagnostics réalisés	1	0	0%
A4.3 : Mettre en œuvre les actions prioritaires qui ressortiront dans le diagnostic	Nombre d'actions prioritaires mises en œuvre	0	0	0%
A4.4.1 : Réalisation d'un diagnostic organisationnel de A2N	Nombre de diagnostics réalisés	1	0	0%
A4.4.2 : Renforcer les capacités opérationnelles du personnel de A2N conformément aux résultats du diagnostic	Nombre d'agents formés	0	0	0%
A4.5 : Acquérir un logiciel de gestion intégrée de type TomPro multi-projets, multitisites au profil de A2N	Nombre de logiciels acquis	1	1	100%
A4.6 : Acquérir un système de vidéoconférences pour les salles de réunion de A2N (Kaya, Ouagadougou et Dori)	Nombre de systèmes acquis	3	3	100%

Résumé du Projet Djamnaati

Au niveau du résultat 1 : « Réduire les inégalités d'accès aux opportunités économiques des femmes au sein des populations locales et déplacées internes de la commune », le taux d'exécution physique est de 0%.

Au niveau du résultat 2 : « Améliorer les capacités d'accueil des services de base dans les quartiers accueillant de nombreux déplacés », le taux d'exécution physique est de 0%.

Au niveau du résultat 3 : « Organiser la concertation et le dialogue entre populations locales et entre elles et les PDI pour un accès équitable et apaisé aux ressources naturelles (réduire les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles) », le taux d'exécution physique est de 50%.

Au niveau du résultat 4 : « Renforcer la pérennité des actions du projet par le renforcement des capacités des acteurs locaux promoteurs de paix », le taux d'exécution physique est de 42,6%.

Le taux global d'exécution technique du projet Djamnaati est de 23,21% avec un taux d'exécution financière de 18,61% (Prévision budgétaire : **474 693 187 francs CFA**).

Le retard enregistré dans la mise en place du CTS et surtout au regard des hésitations suscitées par la question sécuritaire et la disponibilité des PDI à effectuer de longues distances qui séparent leur site et lieu des aménagements pourraient justifier ce faible taux d'exécution physique et financière.



4.6. LE PROJET GOLCOS

GOVERNANCE LOCALE ET COHÉSION SOCIALE

A2N a été mandatée par le PNUD, à travers un accord de partenariat, pour mettre en œuvre certaines activités du projet « Gouvernance Locale et Cohésion Sociale » dans les quatre (04) communes des provinces de l'Oudalan et du Séno. Le projet GolCos a pour objectif de contribuer à **renforcer la cohésion sociale par une gouvernance inclusive et participative dans les collectivités territoriales cibles.**

Intitulé du projet :

Projet de Gouvernance Locale et Cohésion Sociale (GoLCos)



Partenaire technique :
PNUD



Partenaire financier :
PNUD



Budget :
10 300 000 francs CFA



Domaine d'intervention :
Gouvernance locale
et cohésion sociale



Zone d'intervention :
Communes de Dori,
Falagountou, Seytenga et
Gorom-Gorom



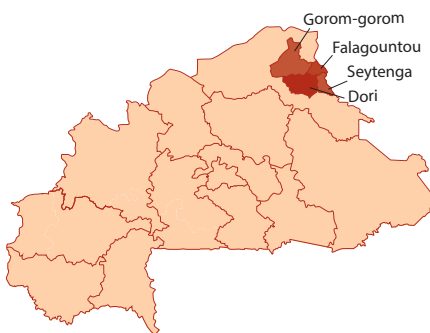
Durée du projet :
1 an



Année de démarrage :
2022



Année de clôture :
2022



Activités programmées	Indicateurs de performance	Prévu	Réalisé	Taux de d'exécution (%)
Résultat 4 : Les Collectivités Territoriales (CT) de la zone d'intervention sont gérées de manière transparente avec une participation plus effective des populations (femmes, hommes et jeunes) à travers des mécanismes de contrôle civil qui contribuent à réduire la corruption et améliorent la redevabilité.				
A4.2.2 : Organiser 02 émissions radios interactives permettant l'interpellation des autorités des CT par les populations	Nombre d'émissions	02	02	100%
A4.3.1 : Former 30 acteurs des médias dont 10 femmes dans la zone d'intervention sur leur rôle dans l'exercice de la redevabilité, la participation citoyenne et la cohésion sociale dans le contexte de la décentralisation	Nombre d'acteurs des médias formés	30	30	100%
Résultat 5 : Les groupes vulnérables de la zone d'intervention, notamment les femmes et les jeunes, participent davantage à la gestion des affaires locales				
A5.2.5 : Former 20 leaders communautaires de 02 communes cibles sur le statut juridique et économique de la femme	Nombre de leaders formés	20	20	100%
Résultat 6 : Les communautés locales, les PDI et les autres parties prenantes (les autorités locales et les FDS) dans la zone d'intervention sont engagées et contribuent activement à l'élaboration et la mise en œuvre des mécanismes de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale.				
A6.2.4 : Organiser 02 émissions radios sur la stratégie nationale de la cohésion sociale dans les 02 communes d'intervention au profit des jeunes et des femmes	Nombre d'émissions	2	2	100%

Résumé du Projet GoLCoS

Au niveau du résultat 4 : « Les Collectivités territoriales (CT) de la zone d'intervention sont gérées de manière transparente avec une participation plus effective des populations (femmes, hommes et jeunes) à travers des mécanismes de contrôle civil qui contribuent à réduire la corruption et améliorent la redevabilité », le taux d'exécution physique est de 100% avec un taux d'exécution financière de 100% ;

Au niveau du résultat 5 : « Les groupes vulnérables de la zone d'intervention, notamment les femmes et les jeunes, participent davantage à la gestion des

affaires locales », le taux d'exécution physique est de 100% avec un taux d'exécution financière de 100% ;

Au niveau du résultat 6 : « Les communautés locales, les PDI et les autres parties prenantes (les autorités locales et les FDS) de la zone d'intervention sont engagées et contribuent activement à l'élaboration et la mise en œuvre des mécanismes de sécurité communautaire et de cohésion sociale », le taux d'exécution physique est de 100% avec un taux d'exécution financière de 100%.



4.7 APPUI À LA PROMOTION, LA PROTECTION DES JEUNES CONSOLIDATEURS DE PAIX ET DÉFENSEURS DES DROITS DE LA PERSONNE DANS LES RÉGIONS DU SAHEL, DU NORD ET DE L'EST (JDDP)

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et le Gouvernement du Burkina Faso, a mis en œuvre avec plusieurs partenaires de réalisation dont A2N, le projet d'Appui à la promotion, la protection des jeunes consolidateurs de paix et défenseurs des droits de la personne dans les régions du Sahel, du Nord et de l'Est.



Le projet visait à :

- i) renforcer les mécanismes de promotion et de protection des jeunes filles et garçons défenseurs des droits de la personne ;
- ii) faciliter l'accès des jeunes filles et garçons défenseurs de droits aux mécanismes de protection en contribuant à leur autonomisation économique et implication à la prise de décision ;
- iii) intégrer les jeunes filles et garçons consolidateurs de paix et défenseurs des droits de la personne dans les mécanismes de prévention et de gestion des conflits locaux.

Dans le mandat confié à A2N, les actions ont été menées au profit au profit des jeunes filles et garçons consolidateurs de paix et défenseurs des droits de la personne des régions du Sahel et de l'Est plus précisément des provinces du Soum, de l'Oudalan, de la Tapoa et de la Kompienga.

Intitulé du projet :

**Projet d'Appui à la promotion, la protection
des jeunes consolidateurs de paix et défenseurs
des droits de la personne dans les régions du Sahel,
du Nord et de l'Est (JDDP)**



Partenaire technique :
Programme des Nations unies
pour le Développement (PNUD)



Partenaire financier :
Fonds d'appui à
la consolidation de la Paix



Budget :
42 371 000 francs CFA



Domaine d'intervention :
Cohésion sociale



Durée du projet :
2 ans



Année de démarrage :
2021

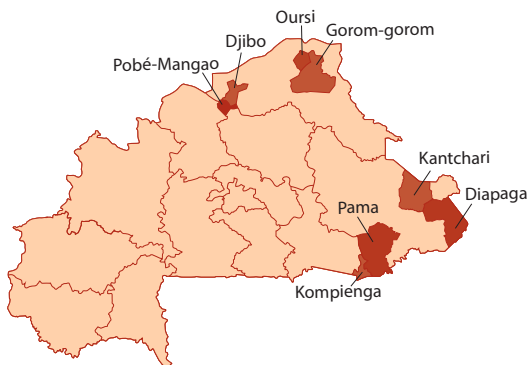


Année de clôture :
2022



Zone d'intervention :

Huit (08) communes :
Djibo et Pobé-Mengao dans la province du Soum ;
Gorom-Gorom, Oursi dans la province de l'Oudalan ;
Diapaga et Kantchari dans la province de la Tapoa ;
Pama et Kompienga dans la province de la Kompienga



Activités programmées	Indicateurs de performance	Prévu	Réalisé	Taux d'exécution (%)
Produit 3.1 : Les jeunes filles et garçons consolidateurs de paix et défenseurs des droits de la personne constitués en réseau mènent un plaidoyer auprès des leaders traditionnels et coutumiers, religieux et des autorités locales pour une meilleure prise en compte de leurs besoins et aspiration dans les mécanismes de prévention et de gestion des conflits				
A3.1.2 Mener un plaidoyer auprès des autorités locales, des leaders traditionnels, religieux et coutumiers pour une intégration des jeunes filles et garçons et la prise en compte de leurs besoins et aspirations sexospécifiques dans les mécanismes de prévention et de gestion des conflits	Nombre de leaders et autorités touchés	30	30	100%
A3.1.3 Renforcer les capacités de 250 jeunes filles et de 250 garçons défenseurs des droits de la personne en matière de prévention et de gestion pacifique des conflits locaux et la conduite des actions de plaidoyer pour la promotion de leadership des jeunes femmes/filles dans la gestion des conflits	Nombre de jeunes filles et garçons formés	167	167	100%
Produit 3.2 : Un plan d'action est élaboré et mis en œuvre pour renforcer le degré d'intégration des jeunes filles et garçons défenseurs des droits de la personne dans les mécanismes et structures de prévention et de gestion des conflits				
A3.2.1 Organiser des ateliers de concertation avec les communautés sur les priorités du plan d'action y compris sur comment éliminer les obstacles potentiels qui empêchent l'effective intégration des jeunes femmes/filles dans les mécanismes et structures de prévention et de gestion des conflits	Nombre de participants	57	57	100%
A3.2.2 Mettre en œuvre les actions prioritaires du plan d'action	Nombre de bénéficiaires	100	92	92%
A3.2.3 Lancer une campagne de sensibilisation, de communication et d'information des communautés sur la mise en œuvre du plan d'action	Nombre de personnes touchées	11 000	10 585	96,22%

Résumé du Projet JDDP

Au niveau du résultat 1 : « Les mécanismes de protection des jeunes défenseurs des droits de la personne sont répertoriés et renforcés », le taux d'exécution physique est de 100%.

Au niveau du résultat 2 : « Les jeunes filles et garçons défenseurs des droits de la personne formé-e-s et outillé-e-s sont à même de mener leurs missions dans un environnement favorable », le taux d'exécution physique est de 100%.

Au niveau du résultat 3 : « Les mécanismes de prévention et de gestion des conflits locaux renforcés intègrent les jeunes filles et garçons défenseurs des droits de la personne dans la prévention et le règlement des conflits locaux de manière efficiente », le taux d'exécution physique est de 100%.

Le taux global d'exécution technique du projet JDDP est de 100% avec un taux d'exécution financière de 100%.



Jeunes défenseurs des droits humains en formation dans la Région de l'Est (Fada N'Gourma)

4.8. RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES FACE AUX DÉPLACEMENTS MASSIFS DE POPULATIONS ET À LA PANDÉMIE DE COVID-19

A2N a signé une convention de collaboration avec le Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains. Cette convention s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des activités à portées communautaires du projet de "Renforcement de la résilience des collectivités territoriales face aux déplacements massifs de populations et à la pandémie de Covid-19". Ces activités sont conduites dans quatre (04) communes dont trois communes de la région du Centre-Nord (Kaya, Kongoussi et Tougouri) et une commune de la région du Sahel (Dori). Ces activités visent à améliorer la cohésion sociale dans les communes cibles. Le taux d'exécution physique est de 100% avec un taux d'exécution financière de 100%.



Remise d'un lot de matériels de collecte et de traitement de déchets aux associations

Intitulé du projet :

Projet « Renforcement de la résilience des collectivités territoriales face aux déplacements massifs de populations et à la pandémie de Covid-19 »



Partenaire technique :
ONU Habitat



Partenaire financier :
Union Européenne



Budget (2022) :
97 702 150 francs CFA



Domaine d'intervention :
Cohésion sociale



Objectif du projet :

Apporter un appui aux populations déplacées et communautés autochtones pour promouvoir la cohésion sociale et améliorer leurs conditions de vie et de santé à travers la mise en œuvre participative de solutions urbaines durables.



Durée du projet :
2 ans



Année de démarrage :
Février 2022



Année de clôture :
Mars 2023



Zone d'intervention :

Quatre (04) communes dont trois (03) communes dans les régions du Centre-Nord (**Kaya, Kongoussi et Tougouri**) et une commune du Sahel (**Dori**).



En résumé pour le Projet ONU Habitat :

Au niveau de l'axe 1 : « Renforcement de la résilience socio-économique », le taux d'exécution physique est de 100%.

Au niveau de l'axe 2 : « Lutte et prévention des violences basées sur le genre », le taux d'exécution physique est de 100%.

Au niveau du Résultat 3 : « Protection environnementale et création d'emplois verts et une économie verte circulaire basée sur la valorisation des déchets et reverdissement des espaces urbains », le taux d'exécution physique est de 100%.

Le taux global d'exécution technique du projet ONU Habitat est de 100% avec un taux d'exécution financière de 100%.

4.9. RENFORCEMENT ÉCONOMIQUE ET COHÉSION SOCIALE DANS LA COMMUNE DE NAMISSIGUIMA – PRECS

Le projet de renforcement de la cohésion sociale et de la stabilisation dans le Centre-Nord du Burkina Faso (RENCOSS) est un projet mis en œuvre par Expertise France sur appui financier de l'Union Européenne pour favoriser la cohésion sociale et participer au développement d'opportunités d'emploi à travers le déploiement de chantiers formation et d'activités socioculturelles.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, A2N a signé une sous-convention avec Expertise France pour implémenter des activités dans la commune rurale de Namissiguima dans la province du Sanmatenga.

La mise en œuvre projet a rencontré quelques difficultés liées à la dégradation continue de la situation sécuritaire dans la commune. Ce qui a eu pour conséquences, la non mise en place des chantiers écoles initialement prévus, la non réalisation de certaines grosses activités comme l'aménagement du périmètre maraîcher au profit des femmes. Certaines des activités ont dû être déplacées dans la commune de Kaya pour cause de déplacement des bénéficiaires directs dans cette commune.



Jeunes apprenants en formation sur la conception de grillages

Intitulé du projet :

Projet de renforcement économique et de la cohésion sociale de Namissiguima (PRECS/Namissiguima)



Partenaire technique :
Expertise France



Partenaire financier :
Union européenne



Budget (2022) :
73 555 773 francs CFA



Domaine d'intervention :
Entrepreneuriat et formations professionnelles



Durée du projet :
16,5 mois



Année de démarrage :
15 février 2021



Année de clôture :
30 juin 2022



Zone d'intervention :
Commune de Namissiguima



Objectif du projet :

Contribuer à l'amélioration de leurs conditions de vie situation en dépit des difficultés mentionnées, les jeunes filles et garçons réunis en association ou de manière individuelle, œuvrent quotidiennement pour la promotion et l'effectivité des droits humains et de la paix dans leur communauté.



Activités programmées	Indicateurs de performance	Bilan physique		
		Prévu	Réalisé	Taux d'exécution (%)
Formation de 60 femmes en transformation et conservation des fruits et légumes	Nombre de femmes formées	60	60	100%
Formation de 20 jeunes et femmes en électricité bâtiment	Nombre de jeunes et femmes formés	20	20	100%
Formation de 20 jeunes en pavage	Nombre de jeunes formés (H)	20	20	100%
Formation de 20 jeunes en maintenance d'ouvrages hydrauliques	Nombre de jeunes formés	20	20	100%
Organisation des examens de certification des compétences des jeunes et femmes formés aux métiers	Nombre de jeunes et femmes certifiés	165	235	142,42%
Formation de 310 jeunes et femmes en gestion d'entreprises et élaboration de plans d'affaires	Nombre de jeunes et femmes formés	310	310	100%
Élaboration de plans d'affaires	Nombre de plans d'affaires	36	36	100%
Organisation de rencontres B to B	Nombre de rencontres	02	02	100%
Obtention de financement auprès des institutions financières	Nombre de financements obtenus	10	11	110%
Formalisation de 26 micro-entreprises	Nombre de micro-entreprises formalisées	26	26	100%
Formalisation de 06 sociétés coopératives	Nombre de SCOOPS formalisées	06	03	50%
Création d'emplois	Nombre d'emplois créés	50	89	178%

Résumé du Projet PRECS

Au niveau du **résultat 1.1** : « 310 personnes sont formées dans huit (08) corps de métiers sur trois (03) chantiers écoles », le taux de réalisation physique est de 100%.

Au niveau du **résultat 1.2** : « Organiser des examens de certification des compétences des jeunes et femmes formés aux métiers », le taux de réalisation physique est de 142,42%.

Au niveau du **résultat 2.1** : « 310 personnes formées en esprit de création, de gestion d'entreprise et en élaboration de plan d'affaires », le taux de réalisation physique est de 100%.

Au niveau du **résultat 2.2** : « 36 plans d'affaires sont montés et au moins 10 personnes ont reçu un financement auprès des institutions financières », le taux de réalisation physique est de 100%.

Au niveau du **résultat 2.3** : « 26 micro-entreprises et 06 sociétés coopératives simplifiées sont formalisées ainsi que 50 emplois sont créés », le taux de réalisation physique est de 178%.

Le taux d'exécution physique est de 98,49 % avec un taux d'exécution financière de 91 %.



Jeunes formés bénéficiaires des équipements à l'issue de leur formation



5. STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE

AVEC QUI ?

A2N travaille en étroite collaboration et à tous les niveaux de la vie de ses projets avec les collectivités territoriales, l'Administration, les services techniques déconcentrés de l'État, les ONG, les projets et programmes intervenant dans la région pour accompagner les communautés locales, les organisations communautaires de base (associations locales, groupements, coopératives, GIE, CVD, comités locaux..., dans une dynamique de promouvoir la pérennisation des acquis et la durabilité des projets.

L'INCLUSION ET LA PARTICIPATION DES BÉNÉFICIAIRES

Un changement réel ne peut être obtenu autrement sans la participation des bénéficiaires. Leur implication et leur participation sont la meilleure façon qui témoigne et rassure sur la pertinence des projets/programmes et sont gage de la durabilité.

LA COLLABORATION AVEC LES AUTORITÉS LOCALES

Les autorités locales sont des acteurs incontournables car ils assurent la maîtrise d'ouvrage du développement au niveau local. Notre action consiste donc à renforcer leurs capacités afin de leur permettre d'assumer pleinement cette responsabilité.

LA DIVERSITÉ DES PARTENARIATS

Nos projets sont pensés et mis en œuvre dans un esprit de synergie d'actions et avec le souci constant de renforcer les structures existantes et de mettre en place des dynamiques de développement pérenne.

LE TRAVAIL EN RÉSEAUTAGE

A2N combat les causes profondes de la pauvreté au moyen d'actions de renforcement de système de production, d'appui au relèvement économique, de plaidoyer et de campagnes de sensibilisation. Ce qui fait que nous sommes membres de plusieurs réseaux nationaux que sont le SPONG, le CCEB, et international notamment l'UICN. A2N participe également à de nombreux consortiums avec des organisations internationales pour participer à la mise en œuvre de nombreux projets multisectoriels.

6. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

Au cours de l'année 2022, nous avons été confrontés à certaines difficultés. Parmi ces difficultés nous pouvons citer :

- la persistance, voire l'aggravation de la situation sécuritaire dans les régions de l'Est, du Centre-Nord et du Sahel qui nous a poussés à modifier fondamentalement les stratégies de mise en œuvre de nos actions sur le terrain. Les recrudescences des attaques armées et les violences communautaires ont entraîné le déplacement des populations et l'accès difficile de certaines de nos zones d'intervention ;
- le retard dans le virement des fonds de certains bailleurs. Afin de maintenir les acquis de nos actions, A2N n'a pas manqué de préfinancer certaines activités qui souffraient à cause du virement des fonds ;
- la réticence de certains bénéficiaires lors de la récupération des caprins pour doter de nouveaux bénéficiaires.

7. LEÇONS APPRISSES

Les difficultés rencontrées au cours de l'année 2022 ont contraint l'Association à revoir sa stratégie opérationnelle et organisationnelle. Toute chose qui a permis à l'organisation de tirer des leçons. Parmi les leçons apprises, nous avons :

- la nécessité de responsabiliser davantage les initiatives locales (pools de jeunes et femmes, clubs champions de changement, coaches endogènes, ...) dans la mise en œuvre des activités. Ce sont des acteurs locaux qui maîtrisent le contexte et sont acceptés des communautés. D'où leur capacité de mouvoir et d'assurer la mise en œuvre des activités dans ce contexte d'insécurité.
- les déplacements étant limités pour les bailleurs et les partenaires techniques du fait de l'insécurité le long des principales routes nationales, la nécessité de renforcer les capacités de la représentation de l'association à Ouagadougou. Cela facilitera le suivi des actions par les Partenaires Techniques et Financiers.

8. PERSPECTIVES



Au regard des difficultés rencontrées et des leçons tirées et pour répondre davantage aux besoins des communautés, A2N entend procéder à :

- la construction de son siège qui renforcerait certainement son autonomisation financière ;
- l'audit institutionnel et organisationnel de l'Association qui lui permettra de se repositionner au regard des défis actuels du monde en développement ;
- la mise en place d'une institution de microfinance qui est une action novatrice pourrait contribuer à la mobilisation des ressources propres à la structure ;
- la mise en place d'une station radiophonique qui vise à renforcer l'efficacité des interventions et l'autonomisation financière de A2N.

CONCLUSION

Pour 2022, l'action de A2N a contribué à renforcer davantage la résilience de milliers de bénéficiaires par le renforcement de leurs capacités dans l'amélioration de leurs systèmes de production.

Des milliers de femmes et de jeunes ont également bénéficié des actions de relèvement **économique qui ont permis d'améliorer leur accès aux opportunités économiques, aux emplois et à des revenus.**

L'appui des partenaires a permis également de favoriser les égalités et l'inclusion au sein des communautés bénéficiaires, notamment avec la prise en compte des femmes et des jeunes. Parallèlement, des thématiques d'importance capitale pour ces groupes ont été prises en compte de façon transversale, comme l'accès à la justice et les droits humains.

En 2023, A2N compte intensifier ses interventions dans ses domaines thématiques traditionnels tout en déployant des efforts dans la mise en œuvre des actions répondant aux principes du nexus paix-humanitaire et développement.

De nouveaux partenariats seront développés dans ce sens afin d'améliorer la réponse à la crise humanitaire à laquelle sont confrontées les populations.

Association Nodde Nooto (A2N)

Dori, BP 30 - Tél. : +226 24 46 03 01

Ouagadougou, 11 BP 709 - Tél. : +226 25 35 59 19

Kaya, BP 143 - Tél. : +226 24 45 23 75

E-mail : contact@noddenooto.org



A2N Nodde Nooto



noddenooto



noddenooto



@A2N_NoddeNooto

www.noddenooto.org